

QUELLE ÉCOLE ?

QUELQUES PROPOSITIONS



EN
CHANTIER

B IEN ENTENDU, NOUS SOMMES TOUS d'accord pour affirmer que l'école ne saurait radicalement évoluer sans un changement radical de société. Mais deux raisons essentielles militent en faveur d'un projet d'école clairement affirmé.

L'école actuelle est certes le produit et le reflet de la société dans laquelle nous sommes, mais elle a aussi son histoire propre, en tant que lieu institutionnel et en tant qu'espace social. Elle est donc soumise à des contradictions qui sont pour certaines partagées par l'ensemble de la société et pour d'autres spécifiques. Les contradictions du système capitaliste ont permis le succès des luttes menant à l'adoption de revendications politiques et syndicales progressistes, dont le droit à l'éducation pour tous. Dans les circonstances actuelles, ce droit à l'éducation pour tous et toutes est violemment remis en cause, au nom d'une idéologie qui prône un retour à des valeurs élitistes et défend des objectifs de rentabilité immédiate. Se cantonner, comme d'autres syndicats le font, à la défense de l'existant serait suicidaire, parce qu'il n'est pas de lutte efficace sans perspectives concrètes et sans contre-pro-

positions à opposer au pouvoir et à proposer au personnel éducatif.

À la question "quelle école voulons-nous" ? nous répondons donc : *une école pour tous et pour toutes, qui soit à la fois formatrice et émancipatrice, ouverte et coopérative, et structurellement repensée.*

Cette conception implique la poursuite de débats et interrogations : parler des missions de l'école, c'est parler des statuts et des activités de l'ensemble constitué par les personnels, les élèves, les parents et les différents acteurs de l'institution ; parler du contexte éducatif que nous souhaitons, des idées que nous défendons prioritairement par rapport aux transmissions du savoir et aux acquisitions de connaissances, de la conception du métier que nous avons. Mais c'est aussi parler des contingences matérielles, de l'organisation du temps et de l'espace, de la transformation des modalités de l'apprentissage, de la démocratie au quotidien et poser la question de l'évaluation.

Les débats et interrogations doivent s'appuyer sur les expériences pédagogiques alternatives en cours.

Sud éducation doit soutenir les expériences alternatives qui vont

dans le sens de l'école que nous voulons. Notre projet syndical va plus loin et revendique la généralisation d'un système alternatif éducatif lié à une transformation sociale.

Toute école alternative ne peut être réalisée dans le cadre de la précarisation des personnels éducatifs qui, du point de vue pédagogique ne permet pas de travail suivi. De plus, une école nécessite des effectifs réduits tant dans les classes que dans des établissements à taille humaine.

UNE ÉCOLE POUR TOUS ET POUR TOUTES

☛ Une école pour tous et pour toutes, c'est une école qui refuse la sélection et la hiérarchisation des savoirs.

L'école que nous voulons est une école pour toutes et tous, qui permette de s'épanouir et de prendre en compte la diversité des élèves. La situation actuelle, l'école du tri social, où il est demandé à l'élève de s'adapter à un système scolaire imposé, programmes trop

normatifs, cloisonnement des disciplines, exercices très formalisés, un système de notation stigmatisant, le tout ponctué par des orientations précoces. Aujourd'hui l'organisation de l'école est au service d'une hiérarchie bien établie des filières imposées (dévalorisation des filières dites professionnelles, valorisation des grandes écoles) reposant sur des savoirs et des savoir-faire eux-mêmes hiérarchisés.

Il faut donc une école refondée où un maximum de capacités sera développé, où l'évaluation sera valorisante et l'orientation plus tardive et autonome. Cette école ne peut se limiter à une relation enseignant-e-s/enseignant-e-s et nécessite l'intervention d'autres acteurs pour répondre aux besoins de toutes et tous.

Une école pour tous et pour toutes repose sur la laïcité, c'est à dire, sans établissements privés, sans main mise du politique, du religieux et de l'entreprise sur l'école.

Un des acquis historiques du système éducatif français repose sur la **laïcité**, dont certains aujourd'hui demandent "l'assouplissement". La défense de la laïcité se doit d'être sans concession.

En ce sens, on ne peut que refuser le financement du système éducatif par les collectivités locales. Sud éducation est pour la **nationalisation de toutes les écoles privées** dans un seul service public d'éducation.

☛ Une école pour tous et pour toutes, c'est une école solidaire et équitable.

La solidarité implique un statut unique pour les enseignants et un traitement égalitaire en matière de salaire pour tous les acteurs professionnels de l'école. Elle implique aussi le refus de la concurrence entre établissements et le refus de l'exclusion (en premier lieu, le maintien, au moyen de structures spécialisées, des "décrocheurs" dans le système scolaire).

Nous préférons le terme équité au terme égalité, parce que ce dernier cache derrière les pieuses déclarations d'intention la réalité d'une école sélective qui non seulement reproduit les schémas sociaux du système de pensée dominant mais encore en aggrave les effets. Une école équitable serait une école organisée pour offrir une égalité des droits, quel que soit ●●●